

MESURES JEUNES ACTIFS

DES AVANTAGES POUR VOUS
UNE CHANCE POUR EUX

Besoin de renforts dans votre entreprise ? Pour vous permettre de recruter plus facilement, le Gouvernement met en place 5 mesures exceptionnelles et immédiates : les Mesures Jeunes Actifs.

*Apprentissage, contrat d'insertion ou de professionnalisation, embauche des stagiaires...
Quelle que soit votre situation, vous pouvez bénéficier d'une aide significative à l'embauche.
Autant de raisons d'ouvrir vos portes à un jeune !*





Zéro charges apprentis

QUELS AVANTAGES ?

Cette aide vise à favoriser le recrutement d'apprentis en élargissant le dispositif « zéro charge » aux entreprises de onze salariés et plus pour leur recrutement d'apprentis.

Il s'agit concrètement d'un **remboursement des cotisations sociales, pour une période de douze mois, pour toutes les embauches d'apprentis réalisées entre le 24 avril 2009 et le 30 juin 2010.**

Versement de l'aide

L'aide est versée par Pôle emploi, trimestriellement, après dépôt des formulaires de calcul de l'aide. Pour donner lieu à paiement, les formulaires de calcul de l'aide doivent être déposés auprès de Pôle emploi dans les trois mois qui suivent le trimestre civil pour lequel l'aide est demandée.

L'aide est limitée à douze mois.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

Les employeurs de onze salariés et plus, pour tout contrat d'apprentissage dont la durée effective est supérieure à deux mois.

Parmi les cas d'exclusion du bénéfice de la mesure :

- l'employeur ayant procédé dans les six mois qui précèdent l'embauche à un licenciement économique sur le poste pourvu par le recrutement;
- l'employeur ayant rompu un contrat de travail avec le même salarié lorsque la rupture est intervenue après le 24 avril 2009.

COMMENT EN BÉNÉFICIER ?

Les demandes d'aide sont faites auprès de Pôle emploi, à l'aide d'un **formulaire à télécharger sur www.entreprises.gouv.fr/jeunesactifs** dans un délai de trois mois suivant l'embauche.

Elles doivent être accompagnées d'une copie du contrat d'apprentissage enregistré par la chambre consulaire compétente.



Aide à l'embauche d'un apprenti

QUELS AVANTAGES ?

Une prime de 1800 euros pour les entreprises de moins de 50 salariés qui embauchent un premier apprenti ou un apprenti supplémentaire.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

La mesure est applicable aux entreprises de moins de 50 salariés qui augmentent leur effectif d'apprentis, entre le 24 avril 2009 et le 30 juin 2010.

Exemples :

Si une entreprise de moins de 50 salariés n'a pas d'apprentis au 23 avril 2009, toute embauche à la rentrée 2009 ouvre droit à l'aide de 1800 euros.

Si une entreprise de moins de 50 salariés employant un apprenti à la date du 23 avril 2009 décide d'embaucher un nouvel apprenti à la rentrée 2009, elle bénéficie alors de l'aide si le contrat de son premier apprenti est toujours en cours.

Versement de l'aide

L'aide est versée par Pôle emploi.

Un tiers de l'aide, soit 600 euros par apprenti supplémentaire, est versé à l'issue des trois premiers mois d'exécution du contrat. Le solde, soit 1200 euros par apprenti supplémentaire, est versé à l'issue du sixième mois d'exécution du contrat.

Parmi les cas d'exclusion au bénéfice de la mesure :

- l'employeur ayant procédé dans les six mois qui précèdent l'embauche à un licenciement économique sur le poste pourvu par le recrutement ;
- l'employeur ayant rompu un contrat de travail avec le même apprenti lorsque la rupture est intervenue après le 24 avril 2009.

COMMENT EN BÉNÉFICIER ?

Les demandes d'aide sont à faire auprès de Pôle emploi, à l'aide d'un **formulaire à télécharger** sur www.entreprises.gouv.fr/jeunesactifs à l'issue des deux mois qui suivent l'embauche. Elles doivent être accompagnées d'une copie du contrat d'apprentissage enregistré par la chambre consulaire compétente.

Plus d'infos sur : www.entreprises.gouv.fr/jeunesactifs



Aide à l'embauche en contrat de professionnalisation

QUELS AVANTAGES ?

Une aide pouvant aller jusqu'à 2000 euros pour toute embauche d'un jeune de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation réalisée entre le 24 avril 2009 et le 30 juin 2010.

L'aide de base est d'un montant de 1000 euros pour chaque embauche à temps complet. Cette aide est portée à 2000 euros pour les embauches de jeunes n'ayant pas de diplôme ou un niveau de formation, de titre ou de diplôme inférieur au niveau IV (niveau baccalauréat).

En cas de temps partiel, le montant est calculé à due proportion du temps de travail effectif.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

Tout employeur embauchant un jeune de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation pour une durée supérieure à un mois ou qui transforme un contrat de professionnalisation à durée déterminée conclu avant le 24 avril 2009 en contrat de professionnalisation à durée indéterminée.

Parmi les cas d'exclusion au bénéfice de la mesure :

- l'employeur ayant procédé dans les six mois qui précèdent l'embauche à un licenciement économique sur le poste pourvu par le recrutement ;
- l'employeur ayant rompu un contrat de travail avec le même salarié lorsque la rupture est intervenue après le 24 avril 2009.

Versement de l'aide

*L'aide est versée par
Pôle emploi.*

*La moitié de l'aide, est
versée à l'issue des
deux premiers mois
d'exécution du contrat.
Le solde est versé à
l'issue du sixième mois
d'exécution du contrat.*

COMMENT EN BÉNÉFICIER ?

Les demandes d'aide sont faites auprès de Pôle emploi, à l'aide d'un **formulaire à télécharger sur www.entreprises.gouv.fr/jeunesactifs**, dans un délai de trois mois suivant l'embauche, accompagnées d'une copie du contrat de professionnalisation enregistré par la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle compétente.

Plus d'infos sur : www.entreprises.gouv.fr/jeunesactifs



Aide à l'embauche des stagiaires

QUELS AVANTAGES ?

- Une prime de 3000 € pour les entreprises qui recrutent en CDI des jeunes de moins de 26 ans qu'elles ont préalablement accueilli en stage.
- L'aide est de 3000 € pour chaque stagiaire embauché.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

Tout employeur qui embauche en CDI entre le 24 avril 2009 et le 30 septembre 2009 un jeune de moins de 26 ans dont le stage a débuté entre le 1^{er} mai 2008 et le 24 avril 2009.

La prime vise les stages d'une durée cumulée d'au moins huit semaines et qui ont été effectués :

– dans le cadre d'un certificat d'aptitude professionnel (C.A.P.), d'un brevet d'étude professionnel (B.E.P.) ou d'un Baccalauréat professionnel et régi(s) par les articles D 337-4, D 337-34 et D 337-64 du code de l'éducation

ou

– dans le cadre d'une convention conclue entre le stagiaire, l'entreprise d'accueil et l'établissement d'enseignement en application de l'article 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006

Conditions d'accès à la mesure :

- L'embauche ne doit pas être consécutive à un licenciement économique intervenu dans les six mois qui précèdent sur le poste pourvu par le recrutement
- L'embauche ne doit pas être réalisée sous la forme d'un contrat aidé des secteurs marchands et non-marchands

Plus d'infos sur : www.entreprises.gouv.fr/jeunesactifs



– L'embauche ne doit pas être réalisée sous la forme d'un contrat à durée indéterminée à temps partiel inférieur à un mi-temps.

Versement de l'aide

L'aide est versée en deux fois.

La première moitié de l'aide, soit 1 500 euros, est versée dans le mois suivant la date de réception du dossier complet de demande par l'Agence de Services et de Paiement.

Le versement du solde intervient dès lors que le contrat de travail du jeune a été maintenu pendant au minimum six mois.

Ce versement intervient dans le mois suivant la réception des justificatifs attestant du respect de la condition de durée.

COMMENT EN BÉNÉFICIER ?

La demande de prime doit être adressée par l'employeur, à l'aide d'un formulaire à télécharger sur www.entreprises.gouv.fr/jeunesactifs, à l'Agence de Services et de Paiement dans les quatre mois suivant la date de conclusion du contrat de travail.

Plus d'infos sur : www.entreprises.gouv.fr/jeunesactifs



JM

Courrier arrive le
3 0 JUIN 2009

Paris, le 16 juin 2009

Madame, Monsieur,

La crise économique que nous traversons aggrave le problème structurel que connaît notre pays sur l'emploi des jeunes depuis de trop nombreuses années. Cette situation, conduisant à sacrifier une partie de notre jeunesse, c'est-à-dire de notre avenir, nous ne pouvons l'accepter sans agir.

Pour y remédier et préparer dès aujourd'hui la sortie de crise, le Président de la République a annoncé le 24 avril 2009 un plan de soutien à l'emploi pour 500 000 jeunes. Cinq mesures exceptionnelles et applicables immédiatement doivent permettre de faciliter l'insertion des jeunes de moins de 26 ans dans le monde de l'entreprise. Ces mesures apportent ainsi une aide substantielle à tout employeur décidant de recruter un jeune jusqu'au 30 juin 2010. Elles ont été prises après avoir entendu les acteurs du monde économique qui nous ont dit qu'elles correspondaient à leurs besoins.

Cet effort exceptionnel pour l'emploi des jeunes est une formidable opportunité pour les entreprises de notre pays. En investissant dans la formation des jeunes, au travers notamment des formules d'alternance, c'est son avenir qu'une entreprise construit ; c'est aussi la compétitivité de la France de demain qu'elle prépare.

Cette mobilisation collective ne sera efficace que si chaque employeur est informé des mesures mises en place pour soutenir l'embauche des jeunes. Nous comptons sur votre engagement et votre détermination pour relayer et diffuser ces informations le plus largement possible dans votre réseau. Vous trouverez en pièce jointe, le détail de chacune des mesures, les avantages qu'elle procure et les modalités pratiques pour pouvoir bénéficier de ces aides.

Indépendamment d'un espace web dédié (www.entreprises.gouv.fr/jeunesactifs), nous mettons à votre disposition divers outils pratiques vous permettant de relayer cette information à travers vos supports habituels de communication (demandes à adresser à mcom.dgefp@finances.gouv.fr).

En vous remerciant de votre engagement, nous vous prions de croire à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Christine LAGARDE
Ministre de l'Économie,
de l'Industrie et de l'Emploi

Laurent WAUQUIEZ
Secrétaire d'État
chargé de l'Emploi

Martin HIRSCH
Haut Commissaire
à la Jeunesse